

■ Permanence des Elu-e-s du Samedi 26 janvier 2019

Hôtel de Ville

■ SUJETS EVOQUES :

○ FISCALITE – POUVOIR d'ACHAT :

- **Supprimer la CSG sur les pensions de retraite**
- **Indexer les retraites sur l'inflation**
- **L'impôt doit être payé par tous les foyers** (contribution symbolique) :
 - Prendre en compte tous les revenus, certaines ressources échappent à la déclaration d'impôt (pensions spécifiques...)
- **Justice fiscale :**
 - Femmes seules : la suppression de la demi-part des veuves a pesé sur leur pouvoir d'achat, alors que les charges sont les mêmes pour une veuve ou une personne seule que pour une famille. **Rétablir la demi-part fiscale.**
- **ISF :**
 - Trop de déséquilibres entre les ressources des plus riches et les classes moyennes et modestes
 - Evaluer le risque de fuite des investisseurs à l'étranger et l'impact sur l'emploi.
- **Rémunérations – salaires – Conditions de travail :**
 - **Indécence des salaires des « grands patrons »**, des stars du showbiz, du Sport... :
 - Plafonner les rémunérations (salaires, primes...)
 - **Revoir le cumul salaires – aides/indemnités** qui est parfois dissuasif (« reprendre un travail fait perdre des aides » : RSA Activité...)
 - Les foyers perdent des aides quand les enfants commencent à travailler (prise en compte des ressources du foyer)
 - Le patronat ne joue pas le jeu, menaces à l'emploi, à la délocalisation...course à la rentabilité, au bénéfice pour les salariés et l'encadrement (pression)
 - Les salariés sont obligés de se déplacer de plus en plus loin (coût du transport)
 - Les salariés doivent mentir sur leurs horaires de travail pour respecter les règles administratives

- **Les classes moyennes ne s'en sortent plus :**
 - Elles ne sont pas concernées par la prime d'activité
 - Pas d'évolution des salaires – aucune augmentation depuis ces dernières années
 - Les sous-traitants des grands groupes ne perçoivent pas les mêmes avantages que leurs salariés (pas de prime exceptionnelle de fin d'année)
 - La seule possibilité est de faire des heures supplémentaires
- **Emploi :**
 - Augmentation des emplois qualifiés, nécessitant une formation-qualification supérieure
- **Formation – Enseignement :**
 - Les PME ne peuvent pas former leurs salariés (coût élevé)
 - Manque de personnels qualifiés – filières peu attractives - du fait du faible niveau de rémunération
 - Apprentissage : risque d'exploitation des jeunes apprentis, effet d'aubaine pour les employeurs - développer les contrôles
- **RETRAITES :**
 - Multitude de régimes – régimes plus avantageux que d'autres – nécessité d'une remise à plat du système
 - Revoir les retraites des Parlementaires (régime trop favorable)
 - Revoir les avantages accordés à certaines corporations
 - L'image des retraités est caricaturée, on ne parle que des retraités ayant un pouvoir d'achat élevé (voyages, loisirs...), ce qui n'est pas la réalité vécue dans notre territoire
 - Comment sera prise en compte la pénibilité, générée par les déplacements, les heures passées dans les transports, les horaires de nuit ou décalés...
 - L'application de dégrèvements pour les carrières longues ne sont pas justes
- **INSTITUTIONS – DEMOCRATIE :**
 - Les représentants – Président, Parlementaires... - doivent respecter le peuple
 - Revoir les avantages accordés aux parlementaires en s'inspirant des pays nordiques :
 - Indemnités, avantages en nature ou financiers (gratuité des transports...)
 - Cumul des mandats
 - Sénat : quelle utilité ?

- La technocratie est déconnectée de la réalité du terrain – les élèves de l'ENA devraient effectuer des stages dans les communes (formation à réformer) – les collectivités territoriales de niveau supérieur sont également loin des réalités (Département, Région...)
 - Instaurer la participation citoyenne dans les assemblées élues : -
 - Améliorer la représentation des citoyens dans ces instances – leur accorder un véritable pouvoir de décision
 - Comment les désigner ?
 - Instaurer le vote obligatoire ? Reconnaître le vote blanc (quel impact) ?
- **SERVICES PUBLICS :**
- Maintenir la proximité
 - Les services municipaux sont de plus en plus sollicités
 - Justice :
 - Laxisme du système actuel : ne faut-il pas revenir à une certaine sévérité et faire appliquer la sanction quand elle s'impose ?
- **VIE DES COMMUNES - ATTRACTIVITE :**
- Les centres-villes ont perdu leur attractivité – il n'y a plus de petits commerces de proximité
 - Penser aux séniors qui ont besoin de services de proximité
 - Limiter l'implantation des grandes surfaces commerciales pour favoriser le petit commerce
 - Aider les petits commerces (aides directes ou diminution des charges)
- **SYSTEME DE SANTE - SOINS :**
- **Prise en charge dans les EHPAD :**
 - Qualité des soins à améliorer – du fait du manque de moyens mais également d'un manque d'humanité (parfois peu de respect des patients et de leurs familles)
 - Disparités fortes entre les établissements dans la prise en charge des patients
 - Coût de prise en charge élevé
 - Comment font les personnes qui n'ont pas les moyens de financer une prise en charge en établissement ?
 - L'APA n'est pas équitable
 - Evaluation de la dépendance (GIR) aléatoire et variable selon les équipes médico-sociales

- **Coût des Complémentaires Santé :**
 - Quel sera l'impact du « reste à charge zéro » sur le montant des cotisations des complémentaires Santé
 - **Droit à la fin de vie :**
 - Légaliser le droit à la fin de vie en précisant le cadre réglementaire et médical
 - Décision difficile pour les proches et le corps médical
 - Pourrait-on exprimer sa volonté de recourir à un accompagnement thérapeutique en cas de problème grave ?
 - **Déserts médicaux :**
 - Les médecins généralistes sont moins nombreux qu'avant
 - Les modes de fonctionnement des professionnels de Santé évoluent, ce qui est normal
 - **Accompagnement des familles :**
 - Améliorer l'information et l'accompagnement des familles (droits, orientation vers les établissements, coûts...)
 - **Instaurer le Revenu Universel :**
 - Pour assurer un minimum de ressources pour tous
- **TRANSITION ECOLOGIQUE :**
- Les bus TADAO seront-ils respectueux de l'environnement ? Les bus seront équipés de moteurs hybrides.
 - Collecte des Ordures ménagères :
 - Le service a été réduit au fil des années
 - Problème de la collecte en porte à porte pour les séniors
 - Qualité du service par le prestataire (« poubelles jetées »)
 - L'éclairage nocturne de certains bâtiments commerciaux est-il normal ? Est-il possible de le réglementer ?
 - Dangerosité de certaines voies de circulation non éclairées
 - Notre pays peut-il fermer les centrales nucléaires alors que les besoins augmentent ?
- **IMMIGRATION :**
- Le coût des migrants accueillis n'est-il pas trop élevé pour le pays ?
 - Faut-il limiter le nombre de migrants ? Instaurer des quotas ?
 - Les étudiants formés en France resteront-ils pour faire profiter notre pays de leurs compétences (Médecine...)

- **LOGEMENT :**
 - Beaucoup de mal logés, notamment des enfants
 - Le coût du loyer des logements locatifs est de plus en plus élevé :
 - Comment baisser le coût des loyers ?
 - L'augmentation des aides au logement n'est pas forcément la bonne solution (fluctuation des ressources et des aides...)

■ SUJETS DIVERS :

- La colère monte depuis longtemps, il y a déjà eu des mouvements importants par le passé: réforme des retraites des agents de la Fonction publique, transporteurs routiers...
- L'attitude du Président est parfois dédaigneuse vis-à-vis des Français, du peuple... (propos tenus à l'égard des demandeurs d'emploi, « Gaulois réfractaires »...)
- Pour autant, il dit parfois la vérité – il y a des citoyens qui profitent du système – qui pourraient donner une contrepartie aux aides qu'ils perçoivent
- L'accès à l'emploi était plus simple auparavant (proximité, parcours de vie professionnelle plus évident...)
- La transparence des coûts des produits et biens de consommation doit être améliorée (pourquoi autant de remises sur certains produits...)
- Le service national universel est-il une bonne formule pour les jeunes ?
- **Parentalité** : beaucoup de parents n'assument plus leur rôle éducatif
 - Faut-il maintenir les aides versées aux parents dont les enfants sont « placés » par l'Aide sociale à l'Enfance ?
 - Comment accompagner – dans une logique éducative - les enfants qui sont dans des familles déstructurées ?
- **Limitation de vitesse à 80 Km/h** : difficile à respecter sur certains tronçons, perte de temps de déplacement...
 - **Il y a d'autres aberrations (zones 30 Km/h inutiles dans certains secteurs...)**
 - **Rétablissement du 90 Km/h selon la dangerosité des secteurs**

Vu, le rapporteur,
François LEMAIRE,
Maire

IMPORTANT : les propos consignés n'engagent en rien le rapporteur.